

Pour un référendum mondial contraignant sur le changement climatique

mardi 11 mai 2010, par [MARCA Demetrio](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2010).

Changeons le système capitaliste et pas le climat ! Tel est le mot d'ordre avancé par la mobilisation d'hommes et de femmes, d'organisations et de mouvements sociaux à l'échelle planétaire.

Cette lutte contre le changement climatique permet de générer une conscience anticapitaliste, car c'est ce dernier qui est la cause de la destruction de la planète, de par sa logique d'accumulation du capital et des richesses dans les mains d'une minorité au travers de l'exploitation sans merci des ressources naturelles de la planète.

Après l'échec du Sommet de Copenhague, le président bolivien Evo Morales, soutenu par les pays membres de l'ALBA (Alliance bolivarienne des peuples) a lancé l'invitation à une Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique à Cochabamba, Bolivie.

L'événement représentera la légitimisation des exigences des peuples face aux conséquences du changement climatique qui les affectent tous les jours. Cette légitimité sera un point d'appui pour les initiatives prises par des gouvernements progressistes en faveur d'une résolution proposant des mesures radicales et anticapitalistes contre le changement climatique lors du Sommet des Nations Unies qui se tiendra en décembre 2010 à Mexico.

L'exploitation des ressources naturelles par les multinationales capitalistes provoque une dégradation constante de l'environnement. En conséquence, nous subissons le réchauffement global, l'altération de la couche d'ozone par les émissions de gaz à effet de serre, les mouvements sismiques, l'apparition de nouvelles maladies inconnues qui se transforment en pandémies, les manipulations génétiques... Ces dégradations font aujourd'hui sentir régulièrement leurs effets ; hausses des températures, pluies excessives et inondations, sécheresses provoquant la mort du bétail et des cultures...

La proposition de la Bolivie d'organiser un référendum contraignant dans tous les pays du monde, en faveur d'une réponse profondément anticapitaliste au changement climatique, doit être soutenue. Les différents mouvements sociaux qui participeront à la Conférence de Cochabamba doivent mobiliser pour qu'un tel référendum contraignant se déroule dans chacun de leur pays et pour en porter le résultat à l'Assemblée générale des Nations Unies.

En outre, pour rétablir l'équilibre entre l'humain et la nature, pour les dommages causés à la Terre-Mère soient punis et corrigés, on doit créer un Tribunal International de Défense de la Terre-Mère, une instance qui serait chargée de faire justice dans les délits commis par les pays et les entreprises qui provoquent des désastres naturels et l'altération de l'équilibre climatique mondial.

La culture de la relation réciproque (l'« Ayni ») de l'Humain avec la Nature, la culture de l'équilibre humain-environnement, propre aux sociétés primitives, millénaires et collectivistes du monde, et particulièrement dans l'espace andin amazonique, permet de générer une conscience de lutte pour la préservation de l'environnement et des équilibres naturels.

Le leadership du président Evo Morales dans ce domaine ne fait pas de doute, sa contribution à la lutte pour les droits de la Terre-Mère (Pachamama) est un tangible. Le Sommet des peuples contribuera au processus de maturation d'une conscience anticapitaliste à l'échelle mondiale. Cette proposition permet de mettre à l'agenda des mouvements sociaux et anticapitalistes du monde - prolétaires, paysans ou des nations originelles - leur contribution au renversement du capitalisme.

La rencontre de Cochabamba doit être le point de départ d'une lutte mondiale pour la survie de l'humanité, pour l'élimination des causes qui provoquent le déséquilibre climatique, en premier lieu la surexploitation indiscriminée des ressources naturelles par le système capitaliste. Elle doit être le début d'une unification et d'une centralisation des luttes, en créant une coordination mondiale des mouvements sociaux sur ce terrain.

Les organisations sociales, les syndicats ouvriers, les mouvements des nations originelles, les intellectuels progressistes, nous avons tous la mission de soutenir de manière militante cet objectif afin de rétablir, à partir des besoins des peuples, la relation de réciprocité et d'équilibre entre l'humain et la nature, pour instaurer le droit à la Terre-Mère et pour renverser le système capitaliste à l'échelle planétaire.

Demetrio Marca

P.-S.

* Demetrio Marca est militant et dirigeant des mouvements sociaux des personnes déficientes en Bolivie, membre du collectif « Souveraineté Sociale Insurrectionnelle » et membre de la IV^e Internationale. Traduction de l'espagnol pour le site www.lcr-lagauche.be